

D

NOS MISSIONS, NOS OBJECTIFS, NOS VALEURS - 2019-2023

MISE À JOUR 2020

DÉPARTEMENT DES
INFRASTRUCTURES (DI)

Décembre 2020



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

TABLE DES MATIERES

1. Editorial	1
2. Politique publique M / Mobilité / OCT-OCGC	2
3. Politique publique B / Programme B04 / OCBA	4
4. Politique publique B / Programme B05 / OCSIN	5
5. Projets et planifications 2020-2023 et au delà	6
5.1. Politique publique M / Transports collectifs	6
5.2. Politique publique M / LMCE / Stationnement / Covoiturage / Trafic marchandises / 2 roues motorisés	7
5.3. Politique publique M / Routes et ouvrages d'art	8
5.4. Politique publique M / Assainissement du bruit routier / Electromobilité	9
5.5. Sécurité routière et navale, conformité à l'admission des usagers et des véhicules	9
5.6. Politique publique B / Programme B04 / OCBA	10
5.7. Politique publique B / Programme B05 / OCSIN	12

1. Editorial



Cette mise à jour présente l'évolution de la planification des projets du DI.

L'année 2020 reste profondément marquée par l'irruption du SARS-CoV-2 et la mise en place de mesures d'exception, dont les effets auront une influence, sur plusieurs niveaux, dans les années qui viennent. Malgré les « stop and go » ou les ralentissements d'activité dans le transport de passagers et les grands chantiers de construction ou de rénovation de bâtiments publics, les fonctions et les prestations stratégiques du DI ont été maintenues. Des actions immédiates ont permis d'assurer la continuité de l'action de l'Etat, aujourd'hui et pour demain.

L'organisation nécessaire pour permettre une montée en puissance inédite du travail à domicile pour le personnel de l'Etat s'est déployée dans l'espace de quelques jours. Les équipes ont été fortement mobilisées, avec un engagement exemplaire. A présent l'action du DI se poursuit sans discontinuer et c'est une nouvelle manière de travailler qui se profile, avec une accélération de différents processus déjà engagés comme la dématérialisation de procédures administratives. C'est aussi une gestion des équipes décentralisée qui s'est mise en place, basée sur la confiance, laissant place à une plus grande flexibilité du temps de travail et à plus d'autonomie.

*Serge Dal Busco,
Conseiller d'Etat chargé
du département des infrastructures*



2. POLITIQUE PUBLIQUE M / MOBILITE / OCT-OCGC / OCV

Dès sa mise en service le 15 décembre 2019, plus de 25000 personnes empruntent le Léman Express, « colonne vertébrale » des transports collectifs, alors même que l'offre est réduite sur la partie française du réseau. Avec la mise en oeuvre complète de l'offre le 22 janvier 2020 et jusqu'au début de la crise du COVID 19, environ 45000 personnes circulaient chaque jour sur le réseau, avec un pic observé de 49 000 personnes courant février. Le bilan de la première année d'exploitation a été positif et encourageant, malgré les nombreux aléas rencontrés, grâce aux usagers qui ont fait preuve de patience durant cette période perturbée.

Autour du Léman Express, de manière coordonnée avec la mise en oeuvre de la Loi pour une mobilité cohérente et équilibrée (LMCE 2016), le système des transports continue à se développer sous l'impulsion des offices cantonaux responsables. Les tableaux de bord des actions et planifications ont évolué, pour le tram et le train, les routes cantonales, le transport de marchandises et la logistique urbaine, la mobilité douce, le stationnement, le covoiturage et d'autres travaux comme l'information routière et la régulation du trafic.

Chiffres clés:

- 34 km de voies ferroviaires et 30 km de voies tramways (permettant 47 km de lignes commerciales)
- 600 km de lignes bus et trolleybus (72 lignes de bus et de trolleybus)
- 266 km de routes cantonales
- 207 ouvrages d'art cantonaux (ponts, tunnels, galeries techniques, murs, etc.)
- 8 grands chantiers et projets en cours: Trams de Bernex et des Nations, route de Suisse (Versoix) et route de Lausanne (Bellevue), requalification du quai de Cologny, maillon routier des communaux d'Ambilly et mesures d'accompagnement, route

des Nations (Grand-Saconnex) en coordination avec la jonction autoroutière du Grand Saconnex et l'élargissement de l'autoroute aéroport-Vengeron menés par l'office fédéral des routes (OFROU)

- 300 productions d'arrêtés de circulation (2019)
- 4300 annonces de chantiers (2019)
- 1900 rendez-vous de chantiers (2019)
- 700 arrêtés de chantiers ou de manifestation (2019)
- 10700 directives de chantiers (2019)
- 672 intersections régulées à entretenir (parc de la signalisation lumineuse)
- 900 km de réseau génie-civil pour la signalisation lumineuse
- 1500 interventions pour la signalisation lumineuse (24/24 - 7/7), service de piquet (moyenne annuelle)
- 487 km de bandes et de pistes cyclables existantes
- 7.6 km de nouvelles bandes et pistes cyclables (2020)
- Patrimoine arboré et ouvrages le long des routes cantonales (entretien et surveillance de ~7 100 arbres isolés, de ~55 ha de forêts situées en bordures des routes cantonales, de ~69 ha de espaces arbustifs et herbacés et de 56 km de canalisations et 12600 sacs de routes).

Au chapitre de la sécurité routière, l'office cantonal des véhicules (OCV) assure la conformité de tous les véhicules immatriculés « GE », bateaux compris, ainsi que l'admission à la circulation routière et à la navigation des conducteurs et navigateurs genevois.

Genève compte 315 000 véhicules immatriculés, dont 220 000 voitures de tourisme, 60 000 deux-roues motorisés, 6 600 bateaux, 9 000 cyclomoteurs. 127 collaborateurs gèrent quelque 200 000 dossiers par an, 156 000 passages au guichet, environ 300 000 bordereaux d'impôt chaque mois de novembre.

L'accroissement du guichet virtuel, avec l'augmentation des prestations proposées en ligne est une priorité pour l'OCV, tant pour faciliter les démarches administratives pour la satisfaction de la population que pour augmenter l'efficacité de certaines prestations, notamment en relation avec les professions partenaires telles les médecins, les professionnels de l'automobile et les moniteurs de conduite.

L'office cantonal des véhicules (OCV) développe ainsi une offre de prestations cohérente, à 85% en ligne, diminuant d'autant le besoin de déplacement vers ses guichets physiques.

Cette évolution doit décharger certains secteurs qui vont évoluer vers des prestations de « back office », de coordination et d'accompagnement de situations exceptionnelles et pour maintenir aussi le rôle social de l'administration.

La dématérialisation va permettre une nouvelle organisation. Seuls la visite technique et les examens de conduite s'effectueront encore pour une partie d'entre eux sur les différents sites exploités par l'OCV.

Le dialogue entre des systèmes d'information encore isolés connaît d'importantes améliorations.

Selon les prévisions, dès 2021, 25 000 changements d'adresse seront effectués en ligne (80% du total), de même que 15 000 résultats du contrôle médical (80%), 10 000 paiements en ligne (100%), 15 000 saisies pour remboursement d'impôts aux clients.

Entre 2023 et 2027 une moyenne de 10 000 immatriculations de véhicules neufs (80%) et 4 000 autorisations spéciales de circuler se feront en ligne (convois exceptionnels, manifestations: 100%).

AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE (AIG)

L'Aéroport international de Genève (AIG) a subi les conséquences de la crise sanitaire COVID-19, à la fois sur la fréquentation et sur les travaux de construction de l'Aile Est, dont l'ouverture a été repoussée en 2021. Le trafic passagers a chuté de 68,8% et le nombre de mouvements d'aéronefs a baissé de 53,6%. L'activité fret a diminué de 37,7% par rapport à 2019. Les commerces ont été fermés. Différents équipements ont été mis à l'arrêt. Le télétravail a été largement préconisé. La reprise s'est amorcée progressivement à la mi-juin, mais l'activité reste tributaire de la demande des consommateurs et de l'évolution de la situation sanitaire. Suite à l'adoption de l'initiative populaire IN163 « Pour un pilotage démocratique de l'aéroport de Genève – Reprenons en main notre aéroport » le 24.11.2019, la Constitution genevoise comporte un nouvel article 191A, intitulé « Trafic aérien » (Cst-GE, A 2 00).

Les lignes de force du projet de loi devant mettre en œuvre cette initiative s'articuleront autour de trois grands axes:

- l'ancrage dans la loi de la convention d'objectifs entre la République et canton de Genève et l'AIG consacrant la portée contraignante des objectifs fixés par cet acte;
- l'ancrage dans la loi sur l'AIG du plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) qui fixe de manière contraignante les conditions générales d'exploitation: exposition au bruit, protection de la nature et du paysage, impacts sur le territoire et l'environnement;
- la validation cantonale régulière de la stratégie et du plan d'affaires de l'établissement à moyen et long termes.

3. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B04 / OCBA

En 2021 l'Etat de Genève va maintenir la stratégie d'occuper en priorité ses biens, privilégier les acquisitions, aliéner certains immeubles, résilier les loyers élevés et rationaliser l'occupation des locaux.

Les nouveaux modes de travail et l'adaptation des locaux de l'Etat vont s'accélérer, privilégiant le programme «travailler autrement» et le concept de «smart office».

L'OCBA poursuivra la réalisation du projet de bâtiment «Dussaud», à la Pointe Nord de PAV pour regrouper en 2027 près de 1'500 employés, mutualisant la réception, les salles de conférence et les véhicules. La part des rénovations sera désormais plus significative afin de traiter la vétusté des bâtiments grâce au crédit de renouvellement 2020-2024. D'importantes interventions restent programmées, pour le Palais de Justice et une partie du Centre

de Formation Professionnelle Construction (CFPC-Petit-Lancy). Les projets financés par des crédits d'ouvrage spécifiques démarreront pour l'Hôtel des archives et pour le collège Rousseau. Ils se poursuivront pour UNI-Bastions. Les travaux à l'UNIGE faculté de physique (AEM) seront achevés. L'inauguration de la nouvelle salle du Grand Conseil est prévue en décembre 2021. Enfin, les études et travaux pour l'assainissement des fenêtres et autres embrasures en façade d'une centaine de bâtiments de l'Etat auront démarré.

Les actions d'assainissement énergétique et le raccord aux réseaux de chaleur de quartier permettront de diminuer les consommations, les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les coûts liés à l'augmentation de la taxe CO₂ en 2021, pour de grands consommateurs d'énergie comme UNI-Mail, UNI-Sciences, diverses écoles et collèges.

Cycle d'orientation du Renard. Image du concours.



4. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B05 / OCSIN

L'OCSIN travaille sur trois priorités : la fourniture des services relatifs au télétravail, la dématérialisation des processus de l'administration et la mitigation des risques d'obsolescence des SIC.

Pour la majeure partie des projets au moment de publier la présente mise à jour des planifications, le financement des charges de fonctionnement liées et induites n'est pas assuré. Cela peut donc avoir une incidence sur la planification, voire sur le lancement des démarches.

En 2020 le programme B05 concerne notamment :

- 122 e-démarches ;
- 83 systèmes d'information et de communication, comprenant 1 175 applications ;
- 370 000 comptes utilisateurs, dont 270 000 pour l'administration en ligne et 70 000 pour l'école en ligne ;
- Un réseau métropolitain constitué de 410 km de fibre optique, 45 000 prises informatiques et téléphoniques actives, réparties sur 500 sites géographiques ;
- Quelques 35 000 ordinateurs — dont 18 000 pour le secteur pédagogique — et 7 600 imprimantes ;
- 18 000 téléphones et 3 000 abonnements de téléphonie mobile ;
- 4 000 serveurs informatiques ;
- 27 000 boîtes aux lettres électroniques, qui voient l'échange de 108 millions de messages par an ;
- 33 millions de pages par an imprimées et expédiées par le service éditique ;
- 7 350 téraoctets de stockage brut.



5. PROJETS ET PLANIFICATIONS 2020-2023 ET AU DELA

5.1. POLITIQUE PUBLIQUE M / TRANSPORTS COLLECTIFS

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
ACCOMPAGNEMENT DU LÉMAN EXPRESS		
Mise en service du Léman Express	Déc. 2019	Changement horaire du 15 décembre 2019 - arrêté du Conseil d'Etat du 17 juillet 2019
Modification des lignes de bus dans les zones desservies par le Léman Express	Déc. 2019	
Création de 750 places de stationnement supplémentaires P+R (Grand Genève inclus)	Fin 2019	
Création de plus de 6'500 places de stationnement supplémentaires dans les P+R (Grand Genève inclus)	Fin 2023	
PLAN D'ACTIONS DES TRANSPORTS COLLECTIFS (PATC)		
Mise en service du tram d'Annemasse-Lancy Pont Rouge	Déc. 2019	Changement horaire du 15 décembre 2019 - arrêté du Conseil d'Etat du 17 juillet 2019
Mise en service du tram jusqu'à Bernex-en-Vailly	Eté 2021	Travaux en cours
Mise en service du tram Palettes-Cherpines - ZIPL0	2023	Autorisation fédérale en force en décembre 2020
Mise en service extension trolleybus Hôpital-Veyrier et BHNS La Praille - Veyrier	2023	Première phase de l'extension du trolleybus entre Hôpital et Veyrier mise en service en décembre 2019 jusqu'à Aubépine
Mise en service BHNS de l'axe Frontenex	Fin 2024	Autorisation de construire attendue pour 2021
Mise en service ligne 22 en bus électrique à recharge rapide	Fin 2023	Inscrit au PATC 20-24
Mise en service ligne 4 Communaux d'Ambilly - Frontenex - Genève - Aéroport en bus électrique à recharge rapide	2024	Inscrit au PATC 20-24
Mise en service BHNS Genève-Vernier	Fin 2024	Etude avant-projet en cours
Mise en service Tram des Nations jusqu'au Grand-Saconnex (P47) puis Ferney-Voltaire	2025	Début des travaux en 2023 après mise en service de la route des Nations
Réaménagement des infrastructures de tramway place Cornavin	2025	En lien avec les études urbaines liées au projet de réorganisation du secteur Cornavin
Intégralité des kilomètres de l'offre urbaine parcourus en transports collectifs propulsés à l'énergie électrique	2030	
NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS FERROVIAIRES		
Extension de capacité du nœud de Genève (gare souterraine)	2032	Etudes d'avant-projet en cours, premiers travaux débutés fin 2019
Cadence au ¼ d'heure Léman Express entre Genève et La Plaine	2032	Inscrit dans l'étape d'aménagement PRODES 2030-2035 du réseau ferroviaire
Création d'une nouvelle halte Léman Express à Châtelaine	2032	Etude préliminaire en cours. (financement de la réalisation non acquis)
Cadence au ¼ d'heure IC et RE entre Genève et Lausanne	2031-2035	Inscrit dans l'étape d'aménagement PRODES 2030-2035 du réseau ferroviaire

5.2. POLITIQUE PUBLIQUE M / LMCE / STATIONNEMENT / COVOITURAGE / TRAFIC MARCHANDISES / 2 ROUES MOTORISÉS

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
MODERATION DU TRAFIC		
Programmation des feux	Fin 2022	Mise en œuvre de la stratégie de régulation lumineuse (LMCE) – Loi 11868
Développement d'aménagements de modération du trafic et de zones 30km/h	2023	Réseau communal
Aménagement de zones piétonnes ou à priorité piétonne (Cornavin, Clés-de-Rive, etc.)	2025	Concertations en cours, éventuels recours - Plan d'actions de la LMCE
AGIR SUR LE STATIONNEMENT		
Places de stationnement : modification de la LCR, PL 12417	Eté 2019	PL 12417 voté le 12 septembre 2019 par le Grand Conseil
Elaboration du Plan d'actions du stationnement 2020-2025	2021	Adoption prévue en 2021
Mise en oeuvre de la nouvelle politique de stationnement dans les parkings de l'Etat	2021	Suppression des abonnements pendulaires et adaptation de la politique tarifaire
> Voir également les actions P+R d'accompagnement du Léman Express, page 6		
DÉVELOPPER LE COVOITURAGE		
Pérennisation de l'essai de voie de co-voiturage à Thonex-Vallard après bilan avec modification de l'ordonnance fédérale y relative	2022	Etudes d'avant-projet en cours, intégration d'une voie bus en attente des autorisations côté français (sortie d'autoroute) pour 2020
Développement du covoiturage à la douane de Bardonnex	2023	Relance des études, projet d'une expérimentation transfrontalière en partenariat avec l'ATMB et l'OFROU.
PLAN D' ACTIONS MARCHANDISES ET LOGISTIQUE URBAINE (PAM)		
6 thèmes principaux en lien avec les 22 mesures prévues dans le cadre de la planification du PAM	Fin 2023	Adoption par le CE le 20 avril 2020
1) Régulation et fonctionnement	Dès 2020	
2) Economie servicielle et innovation	2020 - 2021	
3) Zones industrielles et ferroviaires	2020- 2023	
4) Coordination des chantiers	2020 - 2022	
5) Transports spéciaux, véhicules agricoles et marchandises dangereuses	2020- 2023	
6) Communication et monitoring des mesures	De fin 2019 à 2023	
DEUX-ROUES MOTORISÉS		
Création de 2'300 places de stationnement	2019	Coordination avec la Fondation des parkings et les communes
Campagne de sensibilisation et de contrôle des 2RM	2021	Campagne couplée avec la sensibilisation pour le civisme à vélo
MOBILITÉ DOUCE		
Mise en service des vélostations des gares de Chêne-Bourg, Eaux-Vives, Bachet et Lancy Pont-Rouge	Fin 2019	Mis en service le 15 décembre 2019
Plan d'actions de la mobilité douce 2019 – 2023 (PAMD) : plus de 90 projets en lien avec la marche et le vélo	Été 2020	Adopté par le CE en aout 2020, financement des projets assurés par plusieurs lois (H 1 70, L11863, lois spécifiques)
Mise en place d'un système de vélos en libre-service	Été 2020	Inauguration en aout 2020
Réalisation de 3 itinéraires privilégiés pour les vélos : Cornavin – Eaux-Vives, Cornavin – Uni-Mail et Uni-Mail – Champel	2021 à 2023 selon les tronçons	Plans en cours de réalisation (selon tronçons) pour dépôt en autorisation de construire
Poursuite des études et réalisations de la voie verte d'agglomération	2020 à 2025 Selon les tronçons	Consultation publique en cours pour la voie verte rive droite
Passerelle piétonne du pont du Mont-Blanc	2025	

5.3. POLITIQUE PUBLIQUE M / ROUTES ET OUVRAGES D'ART

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
ROUTES NATIONALES (AUTOROUTES)		
Mise en service de la Jonction autoroutière du Grand-Saconnex (chantier de la Confédération)	2023	En chantier
Mise en service de l'élargissement de l'autoroute Aéroport-Vengeron	2025	Projet Confédération
Mise en service de l'élargissement de l'autoroute Aéroport-Perly	2035	Projet Confédération
Contournement Est autoroutier de Genève – Traversée du lac	2040	En cours d'examen planification fédérale
ROUTES CANTONALES		
Mise en service de la Route de Suisse réaménagée (Versoix)	2021	En chantier
Mise en service du barreau MICA	2021	En chantier
Mise en service de la Route des Nations (Grand-Saconnex)	1 ^{er} semestre 2023	En chantier
Mise en service du boulevard des Abarois, desservant les futurs quartiers Nord de Bernex	2025	En projet
Mise en service du Barreau de Montfleury (entre ZIMEYSAVER et la future demi-jonction autoroutière à Vernier)	2026	En projet
AUTRES TRAVAUX		
Déploiement d'une Unité mobilité (UMOB) en coordination avec la centrale de régulation du trafic (CRT)	2020	Gestion des encombrements des carrefours, en cas d'évènement imprévisible, par des agents de circulation. Analyser son fonctionnement au quotidien la possibilité d'élargir son champ d'actions.
Déploiement de panneaux d'information variable (PIV) sur le réseau des routes cantonales	2021	Informers les usagers de la route des conditions de circulation sur les grands axes routiers genevois en lien avec l'application de l'Etat de Genève « Infomobilité ».
Mise à niveau des quais pour l'accès des personnes à mobilité réduite vers les arrêts de bus et de tram en collaboration avec les communes	Exigence légale 2023	Planifié

5.4. POLITIQUE PUBLIQUE M / ASSAINISSEMENT DU BRUIT ROUTIER / ELECTROMOBILITÉ

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
ASSAINISSEMENT DU BRUIT ROUTIER / ROUTES CANTONALES		
Renouvellement des revêtements phonoabsorbants anciens	2021	Poursuite du processus continu de renouvellement engagé en 2020
Projets d'assainissement (études)	2023	OPB
Revêtement phonoabsorbant à poser (18 km restants)	2023	OPB
ELECTROMOBILITÉ		
Bus TOSA: voir la partie des transports collectifs		

5.5. SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET NAVALE, CONFORMITÉ À L'ADMISSION DES USAGERS ET DES VÉHICULES

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
DÉMARCHES EN LIGNE		
Mise en place de la saisie en ligne des certificats médicaux par les médecins, qui informeront sur une plateforme métier de l'aptitude à la conduite	2021-2022	
PERMIS		
Introduction du permis de conduire dès 17 ans (loi fédérale)	Janvier 2021	En vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2021
Document fédéral numérique (permis de circulation, permis de conduire)	2022-2025	Selon calendrier fédéral

5.6. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B04 / OCBA

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX : ÉNERGIE ET FLUIDES		
Réduction de l'utilisation d'électricité de 15% Réduction de l'utilisation de chaleur de 20% Réduction de l'utilisation d'eau de 40% Réduction de la production de CO ₂ de 20%	2020 par rapport à 2005	Loi 11975, mise en œuvre de la stratégie énergétique de l'OCBA 2017-2035. Economie estimée: 40 Mio de francs
Réduction de l'utilisation d'électricité de 20% Réduction de l'utilisation de chaleur de 37% Réduction de l'utilisation d'eau de 50% Réduction de la production de CO ₂ de 30%	2035 par rapport à 2005	Estimation d'objectifs 2017

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
RÉALISATION ET MISE À DISPOSITION DE BÂTIMENTS / TERRAINS		
ETUDES		
Haute école de santé de Genève (DIP)	2023	Loi 12078 (études)
Police internationale (site de Bois-Brûlé)	2023	Loi 11942 (études)
Cycle d'orientation du Renard (DIP)	2024	Loi 11944 (études) Référendum sur la modification de zone du Pré-du-Stand (Gd-Saconnex)
Ecole Secondaire II Meyrin (DIP)	2025	Loi 12184 (études)
Pôle d'enseignement Goutte St-Matthieu : CO Bernex (DIP)	2027	Projet de loi en cours d'instruction
Pôle d'enseignement Goutte St-Matthieu : CFPS (centre de formation social et santé, DIP)	2027	Projet de loi non rédigé

CONSTRUCTIONS		
Nouvelle Comédie, Ville de Genève	2020	Loi 11584
Centre de logistique civile et militaire, Aire-la-Ville, permet de libérer le site de la caserne des Vernets.	2020	Loi 12085 (construction)
Centre d'instruction d'aide en cas de catastrophe, Epeisses, permet de libérer le site de la caserne des Vernets	2021	Loi 12084 (construction)
RÉNOVATIONS		
Salles du Grand Conseil, Hôtel-de-Ville, Rénovation des salles et accès publics.	Début 2019 fin 2021	Crédit de renouvellement de l'OCBA loi 11472
Centre médical universitaire (CMU), 7 ^e (études) Réponse aux besoins de l'université, bâtiments neufs et transformations des édifices existants	Début 2018 fin 2022	Crédit de renouvellement de l'OCBA 2015-2019 et 2020-2024
Agrandissement et centralisation des archives de l'Etat. Rénovation de l'ancien Arsenal pour les Archives d'Etat.	2020 - 2024	Loi 11943
Institut universitaire médico-légal (CMU IUML) Rénovations et transformations des locaux	2011 - 2020	Crédit de renouvellement 2020-2024
UNIGE, faculté de physique, Ancienne Ecole de médecine (AEM): agrandissement, rénovations et mise aux normes des édifices	Début 2013 fin 2020	Loi 10875
UNIGE, UNI-Bastions (Jura, central), Rénovations et mise aux normes des 2 bâtiments	Début 2018 fin 2024	Loi 12149
Palais de Justice (plusieurs projets), Rénovation de l'enveloppe et mise en conformité	2019 - 2024	Crédit de renouvellement (2015-2019 et 2020-2024)
Hôtel des finances (plusieurs projets de rénovation) Extension dans la cour et multiples transformations	2015 - 2021	Crédit de renouvellement 2015-2019 et 2020-2024
PL « embrasures » (1 ^{re} tranche) Rénovations et mises en conformité des fenêtres des bâtiments de l'Etat.	Début 2019 fin 2028	PL (voté en juillet 2019) Article 56A de la LCI

5.7. POLITIQUE PUBLIQUE B / PROGRAMME B05 / OCSIN

ACTION / RÉALISATION	DÉLAI ENVISAGÉ	EXPLICATIONS
Cyberadministration	Objectif permanent	Les dépenses d'investissement de la cyberadministration sont aujourd'hui financées par le crédit de renouvellement (loi d'investissement 12459). Un projet de crédit d'ouvrage spécifique est envisagé dès 2021, dans le cadre du PDI 2021-2030.
Santé numérique	2021 à 2026	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage sur la santé numérique est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Moyens numériques pour le télétravail à l'ère post-covid19	2021 à 2024	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Territoire numérique: Réalisation du système d'information et de communication transversal du territoire	2021 à 2024	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Genève Lab, interface entre l'Etat et le public	Objectif permanent	Budgets courants.
Protéger les données et assurer la sécurité de l'information	Objectif permanent	Crédits et budgets courants.
Dématérialisation au DI	En cours	Crédits et budgets courants.
LE RÔLE DE L'ÉCOLE		
Equipements mobiles pour l'enseignement primaire et spécialisé	2022 à 2024	Le PL 12494 a été retiré par le Conseil d'Etat. Le dépôt d'un nouveau projet de loi est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Réseau sans fil et équipements mobiles pour l'enseignement secondaire I et II	2022 à 2024	Le PL 12495 a été retiré par le Conseil d'Etat. Le dépôt d'un nouveau projet de loi est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Refonte du système d'information et de communication pour l'éducation et la formation	jusqu'en 2026	Loi 12080 et projet de loi à venir, pour un crédit complémentaire.

AUTRES REALISATIONS ET INTENTIONS STRATEGIQUES		
Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité	2023	Loi 11788
Optimisation des prestations de l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM)	2020	Loi 11945
Evolution du système d'information et de communication de l'OCP (OPUS)	2021 à 2023	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Evolution de l'application du service des contraventions	2021	Loi 11702
Réalisation du système d'information et de communication de l'office cantonal de l'énergie	2021	Loi 12371
Réalisation du système d'information et de communication du commerce	2021-2022	Loi 10484
Evolution du système d'information et de communication « police » en lien avec la nouvelle loi sur la police	2021	Loi 12147
Refonte du système d'information et de communication « autorisations de construire »	2021-2022	Loi 12145
Refonte du systèmes d'information et de communication des droits politiques	2022 à 2024	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Refonte du système d'information et de communication des affaires administratives du Conseil d'Etat (Aigle)	2023	Prévu au plan décennal d'investissement
Evolution du système d'information et de communication « action sociale »	2021-2023	Loi 12386
Réalisation de la plate-forme cantonale d'échange de données et de gestion des objets connectés	2023 à 2027	Le dépôt d'un crédit d'ouvrage est prévu au plan décennal d'investissement 2021-2030.
Evolution du système d'information et de communication fiscal	Permanent	Loi 11792 et PL à venir
Renouvellement et évolution des systèmes d'information et des services numériques	Permanent	Dans le cadre de la loi 12459 (crédit de renouvellement)

POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

WWW.GE.CH